

## Grève du 18 octobre

### Scénario classique

Pour la grève du 18 octobre, on nous rejoue le scénario classique : ne pouvant plus guère compter sur les cotisations des adhérents, la plupart des appareils syndicaux sont de plus en plus amenés à intégrer et protéger le système économique et politique qui les nourrit (et l'UIMM n'est pas la seule mère nourricière !..). Ils doivent le faire en donnant l'impression qu'ils défendent les salariés qu'ils sont censés représenter et qui ont tout à redouter dudit système; une contradiction qui force les apparatchiks à quelques contorsions, oublis et mensonges plus ou moins grossiers, et dont la crédibilité aux yeux de la base est inversement proportionnel à sa volonté d'engager la lutte.

Il n'est pas besoin de faire preuve d'une grande finesse d'analyse pour déterminer dans quel camp se situe la CFDT. En Alsace, où elle est encore majoritaire, on n'y trouve même plus d'opposition interne pour dénoncer la complicité permanente de ce « syndicat » avec les patrons et l'Etat-patron. L'image que donnent la plupart des autres syndicats n'est guère plus réjouissante, avec quelques nuances, certes. Il y a deux exceptions, vous diront certains : La CGT et la FSU... Vraiment ?...

### Diviser et casser

Il convient d'y regarder de près et d'éviter de confondre quelques militants de base actifs – et il y en a encore dans ces deux syndicats – et les dirigeants des appareils. Car cette confusion pourrait, une fois de plus, nous conduire collectivement à de graves désillusions... Les appareils nationaux de la CGT et de la FSU, sont en effet mobilisés depuis longtemps pour... démobiliser la base, comme ils avaient réussi à le faire durant les grandes grèves de 2003 sur les retraites. Ils utilisent une technique qui a fait ses preuves : elle consiste à **diviser et casser** le mouvement naissant pour éviter qu'il prenne une ampleur qu'ils ne contrôlèrent plus.

Pour nous **diviser**, Thibault et Aschiéri refusent de mettre en avant la seule revendication qui serait unificatrice : les 37,5 ans pour tous, privé et public. Ils s'y refusent non seulement parce qu'il y a belle lurette qu'ils se sont entendus avec patrons et responsables politiques pour nous faire bosser 40, puis 41 années et plus, mais aussi pour opposer les « privilégiés » qui bénéficieraient encore des 37,5 annuités et les autres, qui ont perdu ce droit en 1993 et en 2003.

Et pour **casser** la dynamique, Thibault et Aschiéri s'opposent à une grève reconductible, espérant nous épuiser par des grèves de 24 heures suffisamment rares et espacées pour décourager même les plus motivés. La technique avait, hélas, été terriblement efficace en 2003 où on a encaissé une terrible défaite... qu'Aschiéri a osé qualifier à l'époque « d'avancée significative » !!!

### La version haut-rhinoise

Dans le Haut-Rhin, où les forces contestatrices restent faibles, créer une dynamique est encore plus difficile qu'ailleurs. La CGT et la FSU semblent jouer sur du velours et n'avoir aucune peine à appliquer les consignes nationales d'étouffer le mouvement. Il n'y a guère que « Solidaires » qui serait prêt à reconstruire un « Tous ensemble ! », sur le modèle des luttes victorieuses contre le Plan Juppé en 1995. Mais, dans le Haut-Rhin, les « Solidaires » ne sont pas été invités aux réunions intersyndicales de préparation des journées d'action...

Pour le 18 octobre, l'UD-CGT 68 et la FSU 68 appellent « *l'ensemble des salariés du privé et du public à s'engager dans cette première étape de mobilisation* ». Même le mot « grève » n'est pas prononcé ! Mais le mot « étape » y est : vous êtes priés de vous arrêter le 18 au soir. Pas de grève reconductible, c'est une « étape », on vous dit ! A la CGT on déclare sans rire qu'une grève reconductible perturberait le week-end de la coupe du monde de rugby !

Sur le même appel, ces deux organisations syndicales invitent à une « *Assemblée Générale* » Où ? A la gare de Mulhouse à partir de 11 H (Quai n° 1). Et quelle est la revendication ?... « *La défense de nos retraites* ». Evidemment, rien n'est dit sur les 37,5. On demande aux grévistes non cheminots de se rendre à l'AG de la gare pour défendre quoi ? « *Nos* » retraites comme le dit le tract CGT-FSU ... ou celle des cheminots ? Et avec quel degré de motivation peut-on défendre le régime des cheminots, quand ces derniers, devant la promesse de Fillon de ne pas toucher à leurs retraites, ont lâché les autres fonctionnaires durant les grèves de 2003 ?...

Bref, on le voit, en écartant la revendication des 37,5 pour tous, public et privé, les « grands syndicats » nous enfoncent dans un infâme borbier. Un borbier dont on ne sortira pas si la base n'a pas l'autonomie et la force de lancer une dynamique unitaire privé- public en mettant enfin en avant la revendication des 37,5 annuités pour tous.

## Un espoir

Dans ce climat difficile, il reste heureusement des syndicalistes pour nous rappeler qu'un échec du mouvement qui démarre le 18 octobre aurait des conséquences très graves pour tous les salariés. Et pour nous apporter un espoir et quelques chances de redevenir actifs et conquérants. Ainsi, l'idée reprise par Klapp'68 « d'une fusion » rapide des luttes semble prendre forme en Franche Comté où une AG de grévistes est proposée après une manifestation. Extrait d'un tract franc-comtois :

*« Parce que nous sommes tous concernés par l'allongement des durées de cotisation retraite, par la suppression des régimes spéciaux, la dégradation de la protection sociale et de nos statuts, la casse du code du travail et des services publics, les effets tragiques des politiques sécuritaires et xénophobes, le projet d'autonomie des universités, la précarité... , nous devons construire la mobilisation dans les réunions et les assemblées générales pour mettre en échec la régression sociale planifiée par le gouvernement !*

***Construisons le rapport de force dès maintenant ! Évitions aussi de reproduire d'année en année les mêmes stratégies perdantes des journées d'action isolées et sans lendemain. SUD Éducation appelle à la grève interprofessionnelle dès le 18 octobre avec les travailleurs de la SNCF, de la RATP, de l'énergie, des hôpitaux, de la Poste, les étudiants, les précaires et les chômeurs. La mobilisation ne viendra que de la base c'est à dire de nous où que nous soyons !***

Et si pareille idée émergeait après la manif mulhousienne qui partira le 18 octobre à 17H, Place de la Réunion?... En tout cas, un appel est lancé dans ce sens en Alsace par SUD éducation et Emancipation, tendance intersyndicale comptant des militants dans SUD, la FSU et la CGT éduc'action. A lire et à diffuser d'urgence. Ces syndicalistes n'ont pas oublié, eux, la revendication des 37,5 annuités.

